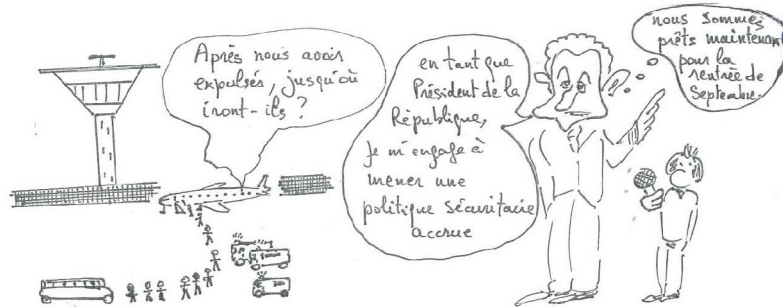


Le 4 Septembre, les agents de la Ville de Paris se mobilisent contre la banalisation de la haine et de la Xénophobie.



**L'Union Syndicale C.G.T. vous appelle à un grand rassemblement
PLACE DE LA REPUBLIQUE
Le Samedi 4 septembre 2010 à 14 heures**

Pour réaffirmer qu'à l'aube de ses 140 ans, la République doit être défendue dans ses grands principes,

LIBRE, EGALE et FRATERNELLE

Un texte d'appel, signé par plus de 50 organisations syndicales, dont la C.G.T., politiques, associatives... réagit aux mesures gravissimes de politique plus que sécuritaire voire xénophobe qu'est en train d'installer Nicolas Sarkozy et son Gouvernement.

Bien plus qu'une polémique, le Président de la République continue de nous abreuver de sa politique de haine. Les propos puis les actes sécuritaires du chef de l'Etat tentent de détourner le débat politique de la rentrée et d'étouffer la contestation sociale. Plus que jamais, mobilisons-nous afin de défendre nos libertés, les retraites et les revendications sociales.

« Les plus hautes autorités de l'Etat ont fait le choix de jeter à la vindicte publique des catégories entières de la population : Gens du voyage accusés, comme les étrangers, d'être des fauteurs de troubles, Français d'origine étrangère sur lesquels pèserait la menace d'être déchu de leur nationalité, parents d'enfants délinquants, etc... » Sarkozy n'affirme que des mensonges d'une immigration soit disant coûteuse et assimilée à la délinquance, et « offre ainsi à la

stigmatisation des millions de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale ».

« Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche ne s'inscrit pas dans le débat légitime, dans une démocratie, sur la manière d'assurer la sûreté républicaine. » Le nécessaire respect de l'ordre public ne doit pas passer par la distinction entre les habitants de la France « et désigner des boucs émissaires. Ni pour instituer des peines de prisons automatiques, contraires aux respects fondamentaux du droit pénal et à l'indépendance de la justice. »

« La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Nul, pas plus les élus de la Nation que quiconque, n'a le droit de fouler au pied la Constitution et les principes les plus fondamentaux de la République. Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile. »

Nous vous appelons au grand rassemblement, le samedi 4 septembre 2010, Place de la République à Paris à 14 heures et partout en France, afin de fêter le 140ème anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais,

LIBRE, EGALE et FRATERNELLE